

La réunion biennale des chefs de gouvernement fournit la meilleure occasion de voir le Commonwealth à l'oeuvre: premiers ministres et présidents des pays membres s'y rencontrent sous le signe de l'amitié et y discutent en toute franchise et en toute liberté des problèmes du Commonwealth et de la communauté mondiale. L'atmosphère y est intime et sans cérémonies, si bien que ces réunions donnent une image étonnamment fidèle de la situation internationale. La dernière a eu lieu à Londres en juin 1977. Les chefs de gouvernement y ont produit un impressionnant communiqué, sans se soucier d'édulcorer leurs conclusions et leurs décisions: le Commonwealth s'est officiellement prononcé en faveur des luttes de libération au Zimbabwe et en Namibie, contre les régimes des minorités racistes en Afrique australe et contre l'Afrique du Sud pour le soutien qu'elle leur accorde; les chefs de gouvernement ont aussi étudié la possibilité d'accorder une aide plus importante aux uns et d'imposer des sanctions aux autres; ils ont consigné par écrit la compassion que leur inspire la quête du Tiers-monde pour un ordre économique international plus juste et ont convenu des mesures à prendre à cet égard; ils ont renouvelé leur engagement relatif au respect des droits fondamentaux de tous les humains et on adopté l'Accord (devenu célèbre) de Gleneagles condamnant l'*apartheid* dans les sports. Ils ont également passé en revue d'autres grandes questions internationales, comme la situation au Moyen-Orient, à Chypre, Belize, dans la région de l'océan Indien, le droit de la mer et le rôle croissant des ententes régionales dans les affaires mondiales. Le communiqué lui-même revêt une grande importance dans les affaires internationales. Mais ce qui est plus important encore, c'est qu'un groupe de chefs d'État, représentant bien, étant donné la diversité de leurs pays, l'ensemble des nations du monde, aient pu s'entendre sur un éventail aussi large de problèmes et de solutions et rentrer chez eux, décidés à travailler, avec le soutien de l'association tout entière, à la réalisation des objectifs fixés, et certains de la totale compatibilité de ces objectifs avec les engagements et les idéaux nationaux, régionaux et universels.

Dans les années soixante, le nombre des États membres s'est accru rapidement et du petit groupe qu'on appelait le "vieux Commonwealth" est né le "nouveau Commonwealth". Presque toutes les anciennes colonies britanniques d'Afrique, d'Asie et des Antilles ont en effet choisi d'y adhérer au moment de leur indépendance. (C'est aussi à cette époque que l'Afrique du Sud a été évincée à cause de ses politiques raciales inacceptables.) En dépit de cette évolution, les activités du Commonwealth continuent à graviter, principalement, autour des réunions des chefs de gouvernement, mais ces derniers ont estimé qu'il était nécessaire de créer des structures administratives plus durables, non seulement pour assurer l'organisation des grandes conférences et le déroulement continu de consultations intergouvernementales, mais aussi pour mettre en oeuvre des programmes touchant des domaines de coopération technique spécifiques et, d'une façon générale, assurer l'application des mesures adoptées. C'est ainsi que le Secrétariat du Commonwealth a été établi à Londres en 1965, sous la direction du célèbre diplomate canadien Arnold Smith. Il a actuellement à sa tête M. Shridath Ramphal, ex-ministre des Affaires étrangères de la Guyanne. M. Ramphal qui exerce les fonctions de secrétaire général, est un homme éminent qui met énormément d'espoir dans le Commonwealth.

Le Secrétariat dispose des moyens voulus pour faciliter le déroulement des fréquentes